

FEDERATION DES SYNDICATS UNITAIRES

SNUI - SNUCCRF - SOLIDAIRES-DOUANES - SUD TRESOR - SUI
SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI - SUD CDC - SUD-INSEE - SNABF

Paris, le 7 Juillet 2005



93bis, rue de Montreuil - 75011 PARIS BB/2005
Tél : 01.44.64.64.44 Fax : 01.43.48.96.16

CTPM DU 7 JUILLET 2005

Déclaration liminaire de la FDSU

Monsieur le Ministre,
Messieurs les Ministres,

Il n'y a pas tout à fait 100 jours, vous nous déclariez votre volonté de conjuguer une ambition de modernisation et une ambition sociale pour le ministère et donc, à notre sens, pour ses personnels, au moins je le suppose !

Le 22 avril dernier, vous nous disiez aussi votre souci d'engager une période de concertation devant nous conduire, à son issue, fin juin, à une phase décisionnelle et donc à des annonces et décisions que vous souhaitiez réserver, me semblait-il, aux représentants des personnels lors du présent CTPM.

Au passage, je dirais donc que ce CTPM était, initialement, doublement attendu.

Premièrement, puisqu'il s'agit du 1^{er} CTPM présidé par un ministre depuis plus d'un an !

Et deuxièmement, attendu quant à son contenu, compte tenu des revendications portées par les personnels depuis plus d'un an.

Les évènements qui ont secoué ce ministère ne sont certes pas pour rien dans ce calendrier et nous vous l'avons dit : 4 ministres en un peu plus d'un an, ça n'est pas de nature à faciliter le dialogue social, la concertation et la mise en œuvre de réelles négociations sur les très nombreuses revendications des agents de ce ministère !

Les impatiences se sont faites grandissantes depuis des mois sur de nombreux sujets et la grogne sociale n'a cessé de grandir au MINEFI comme un peu partout dans ce pays, au fil des derniers mois.

Le 29 mai, un message clair était adressé aux dirigeants de ce pays en exprimant sans équivoque, l'aspiration à un autre avenir pour l'Europe mais aussi, de fait, la nécessité d'un changement radical de politique pour la France.

Las ! Dans les jours qui suivirent, le discours de politique générale du nouveau Premier ministre ne recelait que les vieilles antiennes libérales, les préconisations économiques et sociales maintes fois ressassées et toujours aussi inefficaces en matière de progrès social.

La seule réelle nouveauté de ce discours a résidé dans une nouvelle vague d'annonces de déréglementation sociale que la nouvelle présidente du MEDEF ne va pas tarder à considérer comme insuffisantes en termes de réduction du droit du travail, je n'en doute pas.

Les insatisfactions et les impatiences du MEDEF font sans doute l'objet d'attentions plus immédiates de la part de ce gouvernement, comme des précédents, que celles exprimées depuis des années par les salariés de ce pays.

Je ne sais si l'été sera caniculaire, mais la rentrée risque d'être chaude !

Nous avons pourtant particulièrement relevé le propos de M de Villepin concernant l'absolue priorité pour son gouvernement : l'emploi ! « Lutter contre le chômage, défendre l'emploi ! ».

Alors nous vous le disions, ce CTPM était doublement attendu !

Puis finalement, notre impatience s'est vite envolée, pour l'essentiel, car, contrairement à ce que vous aviez laissé entendre sur ce rendez-vous et son contenu, en mettant à profit une phase de concertation préalable à vos décisions, c'est par la presse, une fois encore, une fois de plus, que nous avons découvert votre conception à vous de la défense de l'emploi : 2 600 suppressions de postes à Bercy !

Sans autre forme de procès que celui fait depuis des années à l'emploi public et à son formidable « coût », insupportable, vous décidez dogmatiquement que l'ambition de modernisation du MINEFI doit se traduire par une réduction de ses moyens de fonctionnement et votre ambition sociale ne prend pas d'autre forme, à nos yeux, que celle d'une nouvelle dégradation programmée des conditions de travail de milliers d'agents !

Nous vous le disions le 22 avril dernier.

Cette logique, cette ligne politique qui, **toujours**, vise à parer la dépense privée de toutes les vertus et la dépense publique de toutes les tares, revient à mépriser les fonctionnaires et leurs revendications !

Alors je vous le dit solennellement, Monsieur le Président, aujourd'hui les fonctionnaires de Bercy sont écoeurés !

Ils en ont ras le bol !

- Ras le bol des réformes et des suppressions d'emplois,
- Ras le bol de ne jamais être reconnus ni entendus,
- Ras le bol d'être baladés et méprisés.

Ils font tous partie de cette « France qui vit désormais au dessus de ses moyens » selon vos propos du 21 juin dernier, mais qui sont surtout, dans le quotidien des français qui cherchent les moyens de vivre à la fin du mois.

Penchez-vous deux secondes sur le nombre de fonctionnaires concernés par les dossiers de surendettement, vous serez édifié !

Ce 21 juin, vous nous avez aussi resservi un vieil air bien connu concernant l'impôt sur le revenu « l'impôt sur le revenu qui en 2006 ne servirait qu'à rembourser les intérêts de la dette publique ! ».

Monsieur le Ministre, à force de réduire l'impôt sur le revenu, bientôt il ne servira plus à rien du tout et bien évidemment surtout pas à renforcer le service public puisqu'il est, lui aussi, mis à mal par la politique libérale que vous servez.

Poussant cette logique jusqu'au bout, vous allez à terme faire reposer l'équilibre budgétaire toujours difficile à atteindre sur les recettes fiscales provenant des impôts sur la consommation et de celle des ménages en particulier. **Donc vous allez aggraver les injustices fiscales dans ce pays !**

Vous déclariez, ce 21 juin, que pour « financer le modèle social auquel l'ensemble des français restent attachés, il n'y avait qu'une seule solution : plus de croissance, c'est-à-dire travailler davantage et plus d'actifs au travail ».

A ce stade nous serions tentés de vous dire deux choses :

- 1) Pour qu'il y ait croissance, il faut qu'il y ait consommation et pour qu'il y ait consommation il faut qu'il y ait un pouvoir d'achat **réellement disponible** pour les salariés de ce pays.

Cela a été le sens des grèves et des manifestations du 1^{er} semestre 2005 : la revalorisation des salaires et du pouvoir d'achat.

Non seulement vous restez sourd à ces revendications mais de surcroît vous ne témoignez même pas d'une certaine cohérence pour soutenir votre thèse économique et budgétaire.

2) Quant à l'attachement de l'ensemble des Français à leur modèle social, je suis sûr que c'est le souhait largement exprimé le 29 mai, notamment, mais que tout le monde partage cette vision et cet attachement à des principes fondamentaux de solidarité permettez-nous d'en douter.

A ce sujet, vous nous permettrez, Monsieur le Ministre d'insister en 2 phases sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 8 juin dernier qui annule l'arrêt Chazelles, et ses conséquences pour les mutuelles du MINEFI.

Nous vous demandons instamment de peser de toute votre autorité auprès du gouvernement et du Ministre de la Fonction Publique afin que la participation de l'Etat-Employeur soit maintenue et améliorée en respectant les solidarités professionnelles mises en œuvre depuis plus de cinquante ans dans les différentes fonctions publiques.

La FDSU, aux côtés des mutuelles du MINEFI combattra toujours avec la plus ferme détermination la marchandisation et la dérégulation de la protection sociale obligatoire et complémentaire des agents, logique et politique prônées par ceux qui considèrent que l'accès aux soins doit uniquement dépendre des facultés financières de chacun.

Monsieur le Ministre, mesurez bien notre attachement au modèle français (dans ce domaine-là aussi) ainsi que notre détermination à le défendre.

Je vous remercie, par avance, de l'attention particulière que vous accorderez à ce sujet.

Mais votre attention je la souhaite aussi, Messieurs les Ministres sur quelques points que je voudrais évoquer brièvement mais qui ne sont pour autant pas secondaires, bien au contraire, car ils pourraient déterminer la suite des événements et la poursuite, ou non, du dialogue social au sein du MINEFI.

Concertation disiez-vous donc le 22 avril dernier !

Comme par le passé, à l'écoute de vos prédécesseurs nous avons ce 22 avril eu la sensation d'une nouvelle petite musique propre à adoucir les mœurs, car il vous fallait sans doute tenter d'apaiser le climat délétère au sein de ce ministère.

Mais là encore nous ne sommes plus surpris, ni même étonnés, la mélodie n'a pas duré bien longtemps !

Alors que nous tentions de faire vivre le dialogue social cahin-caha en réitérant les revendications des personnels, parfaitement connues de nos interlocuteurs, vous faisiez part de vos décisions et de vos projets à la presse concernant :

- les suppressions d'emplois,
- les perspectives de mise en place de la retenue à la source dès 2008,
- les perspectives de développement de la télédéclaration IR avec un objectif de 10 millions de télédéclarants, dès 2006. Concernant ce dernier sujet, nous soulignons le coût budgétaire conséquent que représente les 20 € de cadeau fiscal attaché à cette nouvelle procédure et sa profonde injustice.

Par ailleurs, par la bouche des directeurs généraux d'administrations, vous nous faites savoir vos orientations bien arrêtées en terme de réformes !

On « charcute », on « scalpellise », on « cautérise » en essayant d'anesthésier à coup de déclamations sur la concertation préalable.

Ça n'est pas acceptable !

- Fusion des laboratoires DGCCRF/Douanes,
- Transfert avec armes et bagages et sans délai de la mission des Domaines de la DGI vers la DGCP (combien d'emplois à terme ?).
- A l'inverse, à terme, sans vision précise, transfert de la gestion du recouvrement de la TP et de la TF des entreprises de la DGCP vers la DGI (combien d'emplois à terme ?).
- Audit de la DPMA pour déjà justifier le dépeçage programmé de ses missions.

Et tout cela commandé essentiellement, aux yeux des agents, par la nécessité absolue de réduire l'emploi public et de réduire la sphère d'intervention de l'Etat.

Cette démarche illusoire ne pourra à terme que fragiliser la qualité du service public et la situation des agents.

Dans le même laps de temps qu'avez-vous entendu, retenu des revendications des agents ?

A notre sens, aujourd'hui à l'heure où je vous parle : RIEN !

Votre ambition sociale n'a pas été, le moins du monde déclinée dans le cadre de cette phase de concertation !

Or ce que la FDSU vous répète aujourd'hui sans à nouveau rentrer dans le détail des revendications c'est l'urgence à mettre du contenu et du concret dans vos annonces d'ambition sociale.

Il y a des impatiences qui se transforment en révolte. Je n'évoquerais que 89 pour l'instant ... 1989 bien sûr !

Mesurez bien, Monsieur le Ministre, le degré de dégradation du climat social au sein de votre ministère !

Cette dégradation résulte aussi de l'obstination mise dans l'application du nouveau système « d'évaluation-notation » des agents qui pénalise le plus grand nombre et introduit de nouveaux ferments de dégradation des relations professionnelles, mais, plus encore, des relations sociales au sein des administrations, au sein de chaque service.

Il est temps, plus que temps d'arrêter ce dispositif massivement rejeté par les agents et les cadres.

En guise de conclusion, je soulignerai notre préoccupation grandissante au regard du traitement réservé à des militants syndicaux (par le biais notamment de la notation). Nous vous le disons, la FDSU sera intransigeante en la matière : l'exercice du droit syndical ne peut être entravé directement ou indirectement par des pratiques de management détestables.